

Liste des objets en suspens

Etat au 26 janvier 2012

DEPARTEMENT DE LA SECURITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

	Objets	Commentaire
1.	(391) Exposé des motifs et projet de loi forestière (LVLFo)	Dernière séance de commission le 02.12.11 Rapport en attente J. Nicolet
2.	(417) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur la police cantonale du 17.11.1975 et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Pierre Zwahlen et consorts pour la poursuite de l'investigation secrète contre les pédophiles	2ème débat
3.	(424) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Pierre-Alain Favrod et consorts demandant s'il n'est pas temps de se rappeler que le loup est un prédateur	RC ok le 25.01.12
4.	(433) Exposé des motifs et projets de décrets accordant au Conseil d'Etat : un crédit-cadre de CHF 2'517'700.- destiné à financer l'assainissement d'anciennes décharges communales, de sites contaminés orphelins, de sites contaminés du canton ou dont la responsabilité lui incombe, et les opérations destinées à prévenir, limiter ou supprimer une pollution ; un crédit de CHF 1'419'000.- destiné à financer la deuxième phase d'assainissement de la décharge des Saviez sur le territoire de la Commune de Noville	Séance de commission le 16.01.12
5.	(437) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Philippe Cornamusaz et consorts au nom des groupes Alliance du centre, Radical, UDC, Libéral, Verts visant à introduire le concept de pollueur payeur pour l'enlèvement des ordures ménagères	Séance de commission le 13.01.12
6.	(447) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 19 mai 2009 d'introduction du Code de procédure pénale suisse (recherche et sauvetage de personnes disparues par la localisation de leur téléphone portable - dispositions vaudoises d'application de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication)	CTAFJ Séance de commission le 05.03.12
7.	(449) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit cadre de CHF 6'800'000.- destiné à financer les subventions aux installations, la planification des décharges contrôlées, ainsi que sa participation aux frais de sensibilisation du public, dues en application de la loi sur la gestion des déchets du 5 septembre 2006	Séance de commission le 30.03.12

	Objets	Commentaire
8.	<p>(10_MOT_121) Motion Jean-Michel Favez et consorts demandant que la loi sur le marchepied le long des lacs et sur les plans riverains (LML) soit modifiée afin de faciliter la réalisation des objectifs du Plan directeur des rives vaudoises du lac Léman</p> <p>(10_MOT_123) Motion Fabienne Freymond Cantone et consorts demandant une définition plus restrictive des constructions considérées comme constructions légères sur le domaine public du lac</p>	<p>RC maj. ok le 19.05.11 RC min. ok le 26.04.11</p> <p>RC maj. ok le 19.05.11 RC min. ok le 26.04.11</p>
9.	(11_MOT_140) Motion Bertrand Clot et consorts concernant l'installation sur sol vaudois de parcs éoliens	Séance de commission le 13.01.12
10.	<p>(11_MOT_136) Motion Sandrine Bavaud et consorts demandant au Conseil d'Etat de légiférer afin d'interdire les publicités idéalisant ou dégradant les femmes sur l'espace public</p> <p>(11_POS_250) Postulat Cesla Amarelle et consorts demandant une intensification de la mise en oeuvre du Plan pour l'égalité adopté par le Conseil d'Etat en 2004</p> <p>(11_MOT_137) Motion Michèle Gay Vallotton et consorts visant à garantir l'égalité salariale entre hommes et femmes par le biais d'une commission tripartite</p>	RC ok le 13.01.12
11.	<p>(11_MOT_155) Motion José Durussel et consorts au nom du comité du Groupe agricole du Grand Conseil pour une cohabitation harmonieuse entre agriculture et faune sauvage</p> <p>(11_POS_274) Postulat Marc-André Bory et consorts demandant la mise à l'étude d'un plan pour la gestion de l'eau durant les périodes de sécheresse</p>	Séance de commission le 08.03.12
12.	(11_INT_505) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts - Quelle politique le Conseil d'Etat entend-il demander à ses délégué-e-s au sein des entreprises électriques ?	
13.	(11_INT_506) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts - Financement des partis politiques par les compagnies électriques : les électrons auraient-ils une couleur politique ?	
14.	(11_INT_539) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Favez - Quand la naïveté, la cupidité, voire la tentative de soustraction fiscale coûte à l'Etat, de quelle marge de manoeuvre celui-ci dispose-t-il pour faire endosser ces frais au principal intéressé plutôt qu'au contribuable?	
15.	(11_INT_544) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Véronique Hurni - A chaque jour sa petite dose de Bisphénol A (BPA)	
16.	(09_INT_238) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Roger Saugy demandant de ne pas laisser l'EVAM jouer avec des allumettes	

	Objets	Commentaire
17.	(439) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à ratifier la nouvelle convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (C-HES-SO) et réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'interpellation André Chatelain et consorts du 24 mars 2009 sur l'intérêt du Canton de Vaud à rester membre de la HES-SO	CTAFE Séance de commission le 10.01.12
18.	(440) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Doris Cohen-Dumani demandant au Conseil d'Etat un rapport sur les mesures visant à l'amélioration des relations entre l'enseignement privé et public ainsi que sur les problèmes posés par la territorialité dans l'enseignement public	Séance de commission le 12.01.12
19.	(456) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 9'070'000.- pour financer l'extension de l'immeuble de la Haute Ecole d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD) à Yverdon-les-Bains	Séance de commission le 10.02.12
20.	(458) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jean-Robert Yersin et consorts demandant un rapport en matière de planification des constructions scolaires de l'enseignement postobligatoire	Séance de commission le 26.03.12
21.	(11_INI_043) Initiative législative parlementaire Jean Christophe Schwaab demandant une prime annuelle de 1080 francs pour tous les apprentis vaudois	RC maj. ok le 21.12.11
22.	(11_POS_252) Postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts au nom du Forum Interparlementaire Romand (FIR) - Le point régulier sur nos hautes écoles, acteurs clés de nos cantons	RC ok le 01.11.11
23.	(11_POS_256) Postulat Stéphane Montangero et consorts - Développons des jardins scolaires pour étudier la saisonnalité et développer le goût de nos enfants ! (DFJC) (11_POS_259) Postulat Stéphane Montangero et consorts - Mise en valeur de l'inventaire du patrimoine culinaire vaudois (DEC)	Séance de commission le 22.12.11 Rapport en attente J.-M. Chollet
24.	(11_PET_068) Pétition pour une rétribution juste dans l'enseignement postobligatoire	RC ok le 14.06.11
25.	(10_INT_464) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Eric Bonjour-Dysfonctionnement permanent ou écart passager dans un institut subventionné?	
26.	(11_INT_485) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bernard Borel et consorts - Les enfants en traitement logopédique pris en otage par le DFJC ?	

	Objets	Commentaire
27.	(11_INT_499) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero - Le canton de Vaud peut-il aider à garantir l'aide à nos jeunes (et moins jeunes) au bout du fil en soutenant la prise en charge de Pro Juventute "Conseil + aide 147" ?	
28.	(11_INT_524) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bernard Borel et consort - L'Etat profite-t-il du nombre élevé de psychologues pour sous-payer les stages post master?	
29.	(04_INT_207) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claude-Eric Dufour et consorts - PECARO : un déficit démocratique inacceptable!	

	Objets	Commentaire
30.	<p>(282) Exposé des motifs et projet de lois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur le financement des formations politiques (motion Montangero) et - modifiant la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (contre-projet du Conseil d'Etat à la motion Montangero) et <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Stéphane Montangero et consorts visant à modifier la loi sur l'exercice des droits politiques en introduisant les notions de transparence des coûts et de plafonnement des dépenses électorales pour les campagnes politiques</p>	<p><i>RC maj. ok 20.06.11</i> <i>RC min. ok le 17.05.11</i></p>
31.	<p>(408) Exposé des motifs et projets de lois</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la préservation du parc locatif vaudois (LPPL), - modifiant la loi du 6 mai 2006 sur l'énergie et <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur le postulat Jean-Michel Dolivo et consorts pour renforcer les droits des locataires dans la loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation de maisons d'habitation ainsi que l'utilisation de logements à d'autres fins que l'habitation (LDTR) (09_POS_156) et - sur le postulat Frédéric Borloz au nom du groupe radical relatif au logement et demandant de dépasser le statu quo pour le bien des locataires et des propriétaires (09_POS_157) 	<p><i>Séance de commission le</i> <i>20.01.12</i></p>
32.	<p>(423) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat André Marendaz et consorts au sujet de la politique de logement</p>	<p><i>Séance de commission le</i> <i>20.02.12</i></p>
33.	<p>(426) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Martinet et consorts au sujet des enclaves résidentielles fermées dans le canton de Vaud</p>	<p><i>Séance de commission le</i> <i>05.12.11</i> <i>Rapport en attente</i> <i>J.-A. Haury</i></p>

	Objets	Commentaire
34.	<p>(441) Exposé des motifs relatif à la révision du Code civil suisse (Protection de l'adulte, droit des personnes et droit de la filiation)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démarche CODEX_2010 volet "Protection de l'adulte et de l'enfant" - Projet de loi vaudoise d'application du droit fédéral de la protection de l'adulte et de l'enfant et <p>Projets de lois modifiant</p> <ul style="list-style-type: none"> - la loi du 18 décembre 2007 d'application dans le Canton de Vaud de la législation fédérale sur les étrangers; - la loi du 7 mars 2006 sur l'aide aux requérants d'asile et à certaines catégories d'étrangers - la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politique - la loi du 12 décembre 1979 d'organisation judiciaire - la loi du 29 mai 1985 sur la santé publique - la loi du 2 décembre 2003 sur l'action sociale vaudoise - la loi du 24 janvier 1996 d'aide aux personnes recourant à l'aide médico-sociale - la loi du 10 février 2004 sur le recouvrement et les avances sur pensions alimentaires - la loi du 4 mai 2004 sur la protection des mineurs - la loi du 10 février 2004 sur les mesures d'aide et d'intégration pour personnes handicapées 	<p>CTAFJ Dernière séance le 17.02.12</p>
35.	<p>(453) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 26 février 1956 sur les communes</p>	<p>Séance de commission le 26.03.12</p>
36.	<p>(455) Exposé des motifs ordonnant la convocation des électeurs pour se prononcer sur la modification des articles 80, 84 et 113 de la Constitution du Canton de Vaud du 14 avril 2003, et</p> <p>Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (LEDP), et</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : - Sandrine Bavaud « pour une juste reconnaissance des initiatives populaires cantonales » - Jean-Christophe Schwaab « le vote électronique est dangereux pour la démocratie : arrêtons les frais ! » - Philippe Grobéty « demandant d'étudier une modification de la loi sur les droits politiques » - Yves Ferrari « pour une plus grande participation démocratique » et <p>Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Eric Bonjour : « Quelles doivent être les limites lorsque les collectivités publiques deviennent les sponsors des campagnes de votations populaires ? »</p> <p>(11_MOT_154) Motion Claude-Alain Voiblet et consorts demandant une ouverture plus large de l'exercice des droits populaires au sein des communes vaudoises</p>	<p>Séance de commission le 30.03.12</p>
37.	<p>(10_MOT_114) Motion Cesla Amarelle et consorts au nom du groupe socialiste demandant un base légale cantonale régissant les mesures en établissement fermé (art. 59 al. 3 et 64 al. 4 CP)</p>	<p>RC maj. ok le 01.03.11 RC min. ok le 11.11.11</p>

	Objets	Commentaire
38.	(11_MOT_149) Motion Nicolas Mattenberger et consorts tendant à ce qu'il ne soit pas alloué de dépens pour les causes soumises à la juridiction des prud'hommes	CTAFJ Séance de commission le 06.02.12
39.	(11_MOT_151) Motion Fabienne Freymond Cantone et consorts pour un concept énergétique communal et régional ayant valeur légale	Séance de commission le 17.02.12
40.	(11_POS_261) Postulat Marc-Olivier Buffat et consorts pour la création de zones d'habitation à loyers modérés	Séance de commission le 09.01.12
41.	(11_POS_273) Postulat Christa Calpini et consorts au nom du groupe radical - Terrains constructibles thésaurisés : des mesures incitatives pas coercitives!	Séance de commission le 19.03.12
42.	(09_INT_269) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo et consort demandant comment coordonner efficacement les transports publics dans les dossiers de l'hôpital Riviera-Chablais et de l'agglomération Riviera	
43.	(11_INT_503) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claire Attinger Doepper et consorts - Surchauffe dans la location et la vente d'objets immobiliers : état des lieux dans le canton de Vaud	
44.	(11_INT_529) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jacques Nicolet - Quelles mesures de sécurité dans la préparation aux éventuelles libérations conditionnelles sont prises dans notre canton?	

	Objets	Commentaire
45.	<p>(386) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et</p> <p>Projet de loi portant sur la validité de l'initiative populaire "Assistance au suicide en EMS" et modifiant la loi du 29 mai 1985 sur la santé publique (LSP) par ladite initiative et</p> <p>Projet de décret constatant la validité de l'initiative "Assistance au suicide en EMS" et ordonnant la convocation des Electeurs aux fins de se prononcer sur cette initiative et sur le contre-projet du Grand Conseil</p>	<p>RC maj. + min. ok le 12.01.12</p>
46.	<p>(444) Exposé des motifs et projet de loi sur le financement résiduel des soins de longue durée en EMS et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat André Delacour et consorts proposant la conclusion d'un concordat intercantonal entre le canton de Vaud et celui de Fribourg instituant un libre choix et accès aux personnes âgées dans les EMS vaudois ou fribourgeois</p> <p>(11_POS_270) Postulat Jacques-André Haury et consorts demandant au Conseil d'Etat d'exploiter les contestations formulées à l'endroit de factures du CHUV dans sa lutte contre la hausse des coûts de la santé</p>	<p>CTSAP Séance de commission le 13.01.12</p>
47.	<p>(448) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Béatrice Métraux et consorts - Violence au CHUV, fatalité ?</p>	<p>CTSAP Séance de commission le 06.02.12</p>
48.	<p>(450) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à vendre à la Fondation EMS Le Marronnier le bien-fonds n°397 du cadastre de la commune de Lutry, propriété de l'Etat de Vaud, d'une surface totale de 4'292 m2, pour le prix de CHF 2'600'000.-</p>	<p>COFIN Séance de commission le 16.02.12</p>
49.	<p>(11_MOT_143) Motion Nuria Gorrite et consorts - Pour une répartition plus équitable des moyens entre la Confédération, les cantons et les communes</p>	<p>RC ok le 10.01.12</p>
50.	<p>(11_POS_233) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - 4ème révision de la LACI, une mesure urgente en faveur des chômeurs et chômeuses âgé-e-s. Elever la limite de fortune en fonction de l'âge pour pouvoir bénéficier des prestations du revenu d'insertion</p>	<p>RC maj ok le 19.04.11. RC min. ok le 17.11.11</p>
51.	<p>(11_INT_481) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Vuillemin et consorts - Un service public de qualité ? Et si le service de facturation du CHUV s'en souciait comme d'une guigne ?</p>	

	Objets	Commentaire
52.	(309) Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion des députés Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler" - Régler la question une fois pour toutes.	2ème débat (lié au rapport compl. 384) En attente d'un rapport complémentaire du CE Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
53.	(384) Rapport complémentaire à l'Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du..... A la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion du député Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite " Metzler " - Régler la question une fois pour toutes.	RC maj. + min. ok le 08.06.11 Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
54.	(375) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les requérants d'asile déboutés qui n'ont pas été mis au bénéfice d'une admission provisoire dans le cadre de l'examen de leur situation sous l'angle de la circulaire du 21 décembre 2001 et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : Gérard Bühlmann, Georges Glatz, Michèle Gay Vallotton et Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : Jean-Yves Pidoux, Josiane Aubert, Nicolas Mattenberger, Jaqueline Bottlang-Pittet, Mireille Aubert, Anne Weill-Lévy, Roger Saugy, Michèle Gay Vallotton, Rauger Saugy et Réponse du Conseil d'Etat à la question Massimo Sandri, à la pétition de la Coordination Asile contre les renvois des 523 requérants, à l'appel des professionnels de la santé en faveur des requérants déboutés.	RC maj. + min. ok le 13.05.11 Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
55.	(63) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'EMPD créant le décret du ... à la suite du renvoi au Conseil d'Etat sur la motion Serge Melly (05_MOT_095) et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler". Régler la question une fois pour toutes (2ème rapport complémentaire)	RC ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
56.	(297) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Maximilien Bernhard et consorts pour que la prise de données biométriques se fasse dans les préfectures	RC maj. ok le 09.01.12 RC min. ok le 18.01.12
57.	(297 compl.) Rapport complémentaire du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le Postulat Maximilien Bernhard et consorts pour que la prise de données biométriques se fasse dans les préfectures	RC maj. ok le 09.01.12 RC min. ok le 18.01.12

	Objets	Commentaire
58.	(401) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale l'invitant à modifier l'article 147 de la loi fédérale sur l'agriculture afin d'assurer l'exploitation d'un haras national par la Confédération et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Alette Rey-Marion et consorts demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès des autorités fédérales afin de modifier l'article 147 de la loi fédérale sur l'agriculture (LAgr) en précisant que la Confédération "exploite" un haras - en lieu et place de "peut exploiter" - pour promouvoir l'élevage et la filière du cheval (10_INI_035)	RC ok le 09.01.12
59.	(405) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la politique d'appui au développement économique (PADE) du Canton de Vaud pour les années 2012-2017	Séance de commission le 25.11.11 Rapport en attente G. Capt
60.	(422) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jean-Michel Favez au nom du groupe socialiste visant à identifier et corriger les effets pervers de la promotion économique	Séance de commission le 20.02.12
61.	(425) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale l'invitant à demander au Conseil fédéral d'établir un calendrier de substitution progressive de l'essence légère par du bioéthanol jusqu'à concurrence de 20% d'ici 2018, dont 5% de bioéthanol suisse au minimum et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Claude-André Fardel et consorts auprès des Chambres fédérales demandant au Conseil fédéral d'établir un calendrier de substitution de l'essence légère par du bioéthanol par paliers et jusqu'à concurrence de 20% d'ici 2018, dont 5% de bioéthanol suisse au minimum (06_INI_028)	Séance de commission le 24.11.11 Rapport en attente A. Bally
62.	(434) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Grégoire Junod et consorts concernant la lumière naturelle au travail et demandant de traiter le problème à la source	Séance de commission le 13.01.12
63.	(436) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Bernard Borel et consorts - Comment peut-on être sûr que la recherche du Fonds national en matière d'OGM à Pully est indépendante des lobbies	Séance de commission le 20.01.12
64.	(442) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Mireille Aubert et consorts demandant la mise en place d'un plan d'action cantonal contre la mendicité en compagnie de mineurs	CTPOF Séance de commission le 26.01.12
65.	(11_MOT_150) Motion Nicolas Rochat et consorts - Consolider les droits des salarié-e-s vaudois dans les procédures de licenciements collectifs	Séance de commission le 30.01.12
	Objets	Commentaire
66.	(10_POS_223) Postulat Jacques-André Haury et consorts au nom de l'Alliance du Centre proposant une adaptation de notre politique de promotion économique à la croissance démographique actuelle	RC maj. ok 25.04.11 RC min. ok le 04.05.11

67.	(11_POS_255) Postulat Christa Calpini - Un jeune bien formé mérite d'être aidé pour trouver son premier emploi	RC ok le 17.01.12
68.	(11_POS_262) Postulat Claude-Eric Dufour et consorts demandant quel développement économique est nécessaire pour répondre au taux de chômage du canton	Séance de commission le 25.11.11 Rapport en attente G. Capt
69.	(11_POS_268) Postulat Ginette Duvoisin et consorts concernant internet à haut débit - les habitants du canton ne sont pas mis sur pied d'égalité	Séance de commission le 23.01.12
70.	(11_POS_269) Postulat Jean-Michel Favez et consorts au nom du groupe socialiste demandant au Conseil d'Etat un programme de lutte contre la crise par le biais notamment d'une anticipation des investissements sur le plan vaudois	Séance de commission le 10.02.12
71.	(11_POS_271) Postulat Martine Fiora-Guttmann et consorts au nom du groupe radical pour l'intégration des enjeux liés au logement dans les négociations avec les entreprises étrangères désirant s'implanter dans le canton de Vaud	Séance de commission le 23.02.12

	Objets	Commentaire
72.	<p>(409) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la démarche de simplification administrative (SimpA) - sur la motion du Groupe radical - Administration : moins de tracasseries, plus de croissance et d'innovation ! (08_MOT_026) et <p>Exposé des motifs et projets de lois</p> <ul style="list-style-type: none"> - modifiant le code de procédure civile du 14 décembre 1966 - modifiant la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI) 	<p>Traité uniquement la loi sur les impôts directs cantonaux (le 03.11.11)</p> <p>Rapport en attente V. Venizelos</p>
73.	(413) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 10 décembre 1991 sur les routes	2^{ème} débat
74.	(432) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 4'928'000.- pour financer les travaux de réhabilitation de la route cantonale 414 entre Fey et Montandrey sur le territoire des communes de Fey et de Villars-Le-Terroir	Séance de commission le 13.01.12
75.	(445) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit additionnel de CHF 973'000.- au crédit alloué par décret du 22 juin 2010 destiné à financer les bases de la cyberfiscalité de l'Administration cantonale des impôts (ACI)	CTSYF Séance de commission le 07.02.12
76.	(451) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'ouvrage de CHF 3'040'000.- destiné à financer des travaux urgents à la Cathédrale de Lausanne	Séance de commission le 12.03.12
77.	(452) Exposé des motifs et projets de lois <ul style="list-style-type: none"> - sur la géoinformation (Lgéo-VD) - modifiant la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC) 	Séance de commission le 13.02.12
78.	(457) Exposé des motifs et projets de décrets <ul style="list-style-type: none"> - accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 15'520'000.- pour financer la construction du nouveau Parlement vaudois, place du Château 5 à Lausanne ; - accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de 1'581'000.- pour financer la transformation du Secrétariat général du Grand Conseil, place du Château 6 à Lausanne 	CTMOP Séance de commission le 23.02.12
79.	(11_MOT_145) Motion Fabienne Freymond Cantone et consorts pour un crédit-cadre servant à la réalisation de projets liés à des infrastructures de transports et de mobilité	Séance de commission le 16.01.12
	(11_MOT_146) Motion Valérie Schwaar et consorts pour un signe clair de l'Etat en faveur des systèmes de transports publics d'agglomération efficaces	Séance de commission le 10.02.12

	Objets	Commentaire
80.	(11_MOT_152) Motion Roxanne Meyer Keller et consorts au nom des député-e-s du district de la Broye-Vully demandant le déblocage des crédits nécessaires pour améliorer les infrastructures ferroviaires et routières dans la Broye-Vully	Séance de commission le 14.02.12
81.	(11_MOT_153) Motion François Cherix et consorts - Nomination d'un responsable du pilotage des agglomérations	Séance de commission le 16.01.12
82.	(11_POS_258) Postulat Albert Chapalay et consorts demandant au Conseil d'Etat de présenter un rapport explicite sur les besoins d'équipement en matériel roulant et aussi pour les infrastructures des chemins de fer privés avec, notamment, un plan d'investissement adapté	Séance de commission le 20.01.12
83.	(11_POS_272) Postulat Aliette Rey-Marion et consorts - Réaliser le marquage adéquat des routes cantonales secondaires vaudoises pour accroître la sécurité de tous les usagers	Séance de commission le 19.03.12
84.	(11_INT_531) Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations Catherine Labouchère - Moins de bruit, mais à quel prix pour la mobilité, que faire pour se faire entendre des CFF ? et Après le « mitage » du terrain celui de la 3e voie CFF se met-il en place ?	

	Objets	Commentaire
85.	(400) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat François Cherix et consorts concernant la définition d'une stratégie vaudoise en matière de politique européenne	RC ok le 16.01.12
86.	(443) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 18 juin 1984 sur la Caisse de pensions	COFIN Séance de commission le 12.01.12
87.	(446) Exposé des motifs et projet de loi - sur le registre foncier (LRF) - modifiant le Code de droit privé judiciaire vaudois du 12 janvier 2010	Séance de commission le 29.03.12
88.	(454) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les affaires extérieures du Canton de Vaud 2011	CTAFE Séance de commission le 13.03.12
89.	(11_MOT_148) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts demandant l'élaboration d'une loi cantonale prévoyant des allègements en faveur des nouvelles entreprises innovantes (NEI)	Séance de commission le 24.02.12
90.	(11_POS_265) Postulat Philippe Randin et consorts concernant les frais de déplacement en cas de traitement d'une maladie ou accident	Séance de commission le 24.02.12
91.	(10_INI_036) Initiative législative constitutionnelle Pierre-Yves Rapaz et consorts demandant une modification de la Constitution du Canton de Vaud à son article 166 et visant la suppression de la Cour des comptes (10_MOT_109) Motion Cesla Amarelle et consorts demandant une réforme de la Cour des comptes aux fins d'en améliorer son efficacité (10_INI_037) Initiative constitutionnelle Frédéric Borloz au nom du groupe radical demandant une modification des principes relatifs au contrôle externe des politiques publiques inscrits à l'article 166 de la Constitution du Canton de Vaud (10_POS_192) Postulat Philippe Martinet au nom du groupe des Verts pour consolider l'ancrage de la Cour des Comptes dans le système de contrôles de l'action publique (10_POS_201) Postulat Maximilien Bernhard et consorts au nom du groupe AdC demandant au Conseil d'Etat de transformer la Cour des comptes en une instance inter-cantonale	RC ok le 13.01.12
92.	(11_INI_042) Initiative Cesla Amarelle et consorts demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'obtenir une modification de la LHID relative à la déduction fiscale de la contribution d'entretien à enfant majeur (article 9, al. 2, lettre c LHID)	RC ok le 25.11.11

	Objets	Commentaire
93.	(11_INI_045) Initiative Nicolas Rochat et consorts visant à rendre publiques les décisions du Tribunal de Prud'hommes de l'Administration cantonale (TRIPAC)	CTAFJ Séance de commission le 12.03.12
94.	(11_MOT_130) Motion Nicolas Mattenberger et consorts demandant 20 jours de congé paternité pour les employés de l'Etat de Vaud	RC maj. ok le 15.09.11 RC min. ok le 11.10.11
95.	(11_MOT_134) Motion Jean Christophe Schwaab et consorts - Favoriser la révélation des faits répréhensibles, mieux protéger les lanceurs d'alertes (whistleblowers)	RC ok le 07.10.11
96.	(11_POS_253) Postulat Michel Mouquin et consorts - Pour une comparaison intercantonale en matière d'impôt de sociétés	Séance de commission le 13.10.11 Rapport en attente E. Bonjour
97.	(11_POS_263) Postulat Sylvie Progin et consorts demandant l'introduction d'une mesure compensatoire à la hausse d'impôt subie par les familles monoparentales dès 2011, résultant de la modification du quotient familial qui leur est appliqué	CTPOF Séance de commission le 02.02.12

GRAND CONSEIL

	Objets	Commentaire
98.	(GC 173) Exposé des motifs et projet de décret fixant le montant des indemnités des membres du Grand Conseil pour la législature 2012-2017	<i>RC ok le 25.01.12</i>
99.	(GC 185) Exposé des motifs et projets de lois modifiant : la loi du 8 mai 2007 sur le Grand Conseil (LGC), la loi du 4 juillet 2006 sur l'exécution des condamnations pénales, la loi du 7 novembre 2006 sur l'exécution de la détention avant jugement, le règlement d'application du 29 mai 2007 de la loi sur le Grand Conseil (RLGC) et Rapport de la commission thématique de la modernisation du Parlement chargée d'examiner l'objet suivant : (10_INI_034) Initiative législative du Bureau du Grand Conseil rédigée en termes généraux consistant à proposer une révision partielle de la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 en vertu de l'article 111 de la Constitution vaudoise du 14 avril 2003 (commission des visiteurs officiels)	

Lausanne, le 26 janvier 2012.

Secrétariat général du Grand Conseil